

que leur travail contribue d'une façon décisive à l'amélioration du sort des masses populaires, au développement du pays et à l'avance de la Révolution.

Le service national s'intègre dans la défense nationale. Il doit s'effectuer dans le cadre de l'Armée nationale populaire et permettre à tous les jeunes de recevoir une formation militaire qui les rende capables d'être, à tout moment, les défenseurs armés de la Révolution, de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire. Ainsi, de promotion en promotion, pourra se réaliser progressivement l'objectif politique de la préparation de tous les citoyens à la défense nationale qui doit être l'affaire de tout le peuple.

Le service national est donc une institution fondamentale dans le processus révolutionnaire, une composante essentielle de la solidarité et de l'unité nationales autour d'objectifs communs pour une société plus juste et plus prospère. Il est un devoir envers le peuple et la Révolution où la défense et le développement sont profondément intégrés.

TITRE V

LA POLITIQUE EXTERIEURE

La politique extérieure de l'Algérie est le reflet de sa politique intérieure. Elle vise fondamentalement à servir les intérêts supérieurs du peuple algérien et de sa Révolution en veillant aux impératifs de sécurité et de défense de la souveraineté nationale. Notre option pour une société socialiste fondée sur l'indépendance nationale, la justice sociale, l'égalité entre les citoyens, la promotion de l'homme et la lutte contre le sous-développement, détermine la conception de notre politique extérieure. L'Algérie œuvre au renforcement de la solidarité dans la lutte contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme. A cet effet, son action s'inscrit en faveur de l'appui inconditionnel des peuples en lutte pour leur libération nationale et pour le respect de l'exercice de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance de même qu'elle poursuit un combat inlassable pour un nouvel ordre économique dans le monde et des rapports internationaux garantissant le droit de tous les Etats de participer au règlement des grands problèmes de notre temps.

L'extension des forces socialistes et démocratiques dans le monde, le développement impétueux du mouvement de libération nationale, créent de plus en plus des conditions historiques favorables à la cause de l'indépendance nationale et de l'émancipation économique et sociale des peuples du Tiers-Monde.

Le recul de la guerre froide et les progrès accomplis par la détente internationale du fait, notamment, de « l'équilibre nucléaire », n'ont pas entraîné la paix et la sécurité pour tous.

C'est en Asie, en Afrique et en Amérique latine que se situent, de plus en plus, les guerres, les complots, les coups d'Etat organisés de l'extérieur et que les luttes les plus violentes sont menées pour s'assurer l'hégémonie sur la planète.

Le Tiers-Monde est devenu le lieu privilégié où éclatent et s'aiguisent les grands conflits du monde contemporain.

L'une des caractéristiques principales de notre époque réside dans la contradiction fondamentale entre, d'une part, les forces agressives de l'impérialisme et, d'autre part, le mouvement de libération des peuples du Tiers-Monde.

L'Algérie se félicite des progrès réalisés par la détente internationale qu'elle considère comme un élément capital de l'évolution du monde vers le progrès et la paix. Elle ne saurait, cependant, accepter une interprétation restrictive qui limiterait la détente aux pays développés, et vouerait le reste du monde, c'est-à-dire l'écrasante majorité de l'humanité, aux affres de l'exploitation, de l'insécurité et de la guerre.

Une coexistence pacifique qui n'engloberait pas tous les peuples, serait dangereuse et sans lendemain. Car il serait vain de parler de détente, si les tensions et les conflits, éliminés de certaines zones géographiques, devaient reprendre de plus belle, dans d'autres. La paix est indivisible. Elle doit être globale et concerne non seulement les rapports entre « les Grands », mais les rapports de ces derniers avec les petits pays.

La sécurité des peuples, l'établissement d'une paix durable sur des bases démocratiques ne peuvent être le résultat de concertations entre grandes puissances, reflétant un rapport de force conjoncturel. Le règlement des problèmes internationaux de l'heure ne peut plus être le monopole de cercles fermés où des Etats, en nombre restreint, dicteraient leur volonté à l'ensemble du monde. Il implique une organisation démocratique des relations internationales et présuppose une volonté réelle de réajuster équitablement les rapports entre pays industrialisés et pays du Tiers-Monde.

La lutte des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine pour leur libération politique, a trouvé, ces dernières années, son prolongement naturel dans le combat pour la libération économique. Le vaste mouvement d'émancipation des pays du Tiers-Monde a fait naître une contradiction importante entre pays sous-développés et pays industrialisés intéressés au maintien, par tous les moyens, de l'ordre économique international actuel.

La lutte pour l'établissement d'un ordre économique international nouveau est, à l'heure actuelle, une des tâches fondamentales de la lutte des peuples pour leur indépendance et leur émancipation économique et sociale. L'histoire de ces dernières années montre que le succès de cette lutte est conditionné par l'exercice d'une souveraineté pleine et entière sur les richesses naturelles. La nationalisation des ressources nationales et des moyens de leur exploitation, est la condition nécessaire de tout développement autonome et de toute lutte conséquente contre le néo-colonialisme. Elle permet de tirer un juste profit des ressources du pays et de dégager les bases d'un processus de développement indépendant.

La lutte menée par les pays du Tiers-Monde pour la récupération de leurs richesses nationales débouche inévitablement sur la bataille pour la maîtrise de prix, et la dialectique de cette lutte nous apprend chaque jour, qu'elle ne peut être menée efficacement qu' par une action solidaire à l'échelle mondiale de tous les pays exploités.

Devant la gravité des problèmes auxquels ils sont confrontés, les pays du Tiers-Monde, par delà les différences de régimes politiques, sentent la nécessité de s'organiser, d'unir leurs efforts pour constituer un front commun contre la politique d'exploitation et de pillage dont ils sont victimes. Le Tiers-Monde a pris conscience de sa force ainsi que des victoires qu'il pourra remporter grâce à une lutte solidaire. C'est là un fait politique nouveau qui revêt une importance capitale.

Les victoires des peuples du Tiers-Monde contre l'impérialisme, l'exploitation et les luttes d'influence constituent un élément déterminant dans l'évolution des rapports internationaux. Ces dernières années ont vu les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine remporter des succès décisifs dans leur juste lutte pour l'indépendance nationale et l'émancipation économique et sociale. Les victoires des peuples d'Indochine, l'accession à l'indépendance des peuples africains sous domination portugaise, les progrès considérables réalisés par les peuples arabes et notamment le peuple palestinien dans la lutte contre le sionisme, les mesures révolutionnaires prises par les pays de l'O.P.E.P., la constitution d'associations de pays producteurs de matières premières, la récupération de leurs richesses nationales par de nombreux pays, montrent à l'évidence que l'élan émancipateur du Tiers-Monde constitue une force de plus en plus invincible, qui change chaque jour davantage la nature des relations internationales.

Pays du Tiers-Monde, l'Algérie est solidaire de tous les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour leur libération politique, la consolidation de leur indépendance et leur développement économique et social. Dans la mesure de ses moyens, elle ne ménagera aucun effort pour aider concrètement ceux qui combattent pour leur liberté. Elle prendra toutes initiatives susceptibles de mobiliser les forces des trois continents, dans une lutte solidaire autour d'objectifs communs, pour imposer le respect et la garantie des droits de leurs peuples.

Les moyens de pression variés et considérables déployés par l'impérialisme pour soumettre à ses intérêts, voire à sa stratégie, les pays autrefois colonisés, commandent de définir et d'adapter une plate-forme d'action appropriée et solidaire en vue de faire échec à toutes les entreprises de domination.